

## LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le jeudi 12 octobre, de la motion de M<sup>me</sup> Ursula Appolloni: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement de M. Clark (p. 27) et du sous-amendement de M. Broadbent (p. 45).

**M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, je faisais remarquer hier une chose qui nous a paru évidente au cours de la journée des chefs de partis. Nous avons assisté à un reversement de situation: le chef de l'opposition (M. Clark) a joué le rôle d'un premier ministre et nous a présenté un discours exaltant sur la manière dont à son avis le pays devrait être dirigé. Quant au premier ministre (M. Trudeau), il s'est à nouveau contenté de dénigrer. Pour reprendre la formule employé naguère par l'ancien vice-président des États-Unis, M. Spiro Agnew, à propos d'un de ses ennemis, je dirai que le premier ministre est «un monument de protestations et de négativisme».

Les Canadiens en ont assez de ce premier ministre et de la manière dont il réagit chaque fois que l'on traverse une crise ou que l'on se heurte à des difficultés: il pousse les hauts cris, critique les propositions des autres et s'en plaint, rejette le blâme sur les Canadiens, la presse ou n'importe qui mais n'accepte aucune des responsabilités qui lui incombent en tant qu premier ministre du Canada. Le chef de mon parti mérite des félicitations pour la manière dont il a combattu le passage à vide du Parlement aujourd'hui en soumettant des propositions concrètes, constructives et positives en vue de redresser notre économie et de renforcer l'unité nationale.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Hnatyshyn:** J'aimerais continuer à énumérer les raisons pour lesquelles nous sommes ici aujourd'hui. Nous siégeons au Parlement à un moment inattendu, à un moment où la plupart d'entre nous pensions avoir l'occasion de définir nos positions devant les Canadiens. Le Parlement a été convoqué par le premier ministre qui, il faut bien le dire, craignait d'avoir à affronter l'électorat aujourd'hui, étant donné qu'il était certain d'être défait aux élections.

● (1212)

Hier soir, à la fin de mon intervention, j'ai fait remarquer qu'il fallait organiser une élection pour assainir la situation et nommer une équipe disposant d'un nouveau mandat. La prolongation de cette législature a en effet un inconvénient majeur, à savoir que les propositions gouvernementales ont un caractère fortement électoral. Quelle que puisse être l'issue de cette consultation électorale, je suis sûr que le gouvernement pourrait mettre en place un plan de relance de l'économie, plan qui aurait l'avantage de porter sur quatre ou quatre ans et

*L'Adresse—M. Hnatyshyn*

demi. Je suis convaincu que nous aurons la chance d'assumer cette tâche parce que nous sortirons vainqueurs des élections.

Les mesures proposées dans le discours du Trône se résument en fait à une série de soi-disant compressions budgétaires totalement étrangères aux besoins actuels de notre pays. Le leader de mon parti a très judicieusement fait remarquer qu'il fallait adopter des mesures d'austérité mais pas n'importe lesquelles. Il y a en outre lieu de prendre des mesures de relance afin de remettre en marche notre économie, d'augmenter notre productivité, ce qui nous redonnerait une position concurrentielle face aux grands pays industrialisés.

Mais malheureusement l'éventail de possibilités offertes au gouvernement et à cette nouvelle législature est extrêmement limité. A bien y regarder, nous n'avons aucune marge de manœuvre. Le gouvernement n'apportera que les changements de fond qui ne compromettront pas son avenir. C'est pourquoi il ne peut pas se permettre de mettre en œuvre un programme de fond du type de celui qu'a proposé le leader de mon parti dans son discours d'hier, programme que le premier ministre s'est employé à démonter devant la Chambre, hier, dans son intervention qui fut des plus négatives et des moins réussies.

Qu'on me permette de rappeler à la Chambre que lors des dernières élections, le premier ministre a beaucoup insisté sur la question du leadership. Encore une fois, il s'érige lui-même en surhomme, seul capable de mener la danse et, vante ses qualités de chef en les distinguant bien de celles du chef de l'opposition. Il a fait la même chose naguère lorsque le député de Halifax (M. Stanfield) était le chef de l'opposition. Je suis certain que les députés de l'autre côté ont entendu dire comme moi combien il était dommage que le député de Halifax n'ait pas eu la chance de devenir premier ministre au lieu de l'homme qui occupe ce poste aujourd'hui.

Lors de la dernière campagne électorale, l'homme qui nous a conduits dans le marasme où nous sommes maintenant a usé des mêmes tactiques qu'hier et croit pouvoir le faire indéfiniment. Le premier ministre me permettra de l'informer que, à en juger par la tendance que je crois voir se dessiner dans l'électorat, cette supercherie est maintenant désuète et seuls les libéraux inconditionnels—il s'en trouve encore au pays qui lui font confiance à lui et à son parti, mais leur nombre diminue rapidement—s'y laisseront prendre.

Lorsque j'ai écouté le premier ministre hier après-midi, j'ai cru déceler une note d'impuissance dans son discours, surtout dans le ton et dans l'attitude négative qu'il a adoptés. Compte tenu du rôle historique qu'il est appelé à jouer dans ce domaine, je suis convaincu qu'il doit se demander par quelle action d'éclat il pourrait se distinguer. S'est-il jamais demandé ce qu'il a fait de remarquable depuis les 10 années qu'il est au pouvoir? La seule chose qui me vienne à l'esprit est l'application des mesures de guerre. Aimeriez-vous passer à la postérité uniquement pour avoir appliqué les mesures de guerre, une honte pour lui et pour son gouvernement. Si vous étiez à sa place, que voudriez-vous faire pour léguer quelque chose à la postérité?